

Cote du document: EB 2019/127/INF.9
Date: 16 septembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Discours de clôture du Président Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent vingt-septième session
Rome, 10-12 septembre 2019

Pour: Information

Discours de clôture du Président Gilbert F. Houngbo

À l'instant où s'achèvent nos délibérations, permettez-moi de saisir cette occasion pour vous exprimer mes remerciements pour votre participation dynamique durant ces trois jours et pour les débats francs et constructifs qui se sont déroulés.

Malgré un programme très chargé et ses conséquences en termes de gestion du temps au cours de la session, j'espère que vous reconnaîtrez avec moi que le Conseil a consacré un temps utile à plusieurs questions de fond.

Nous avons abordé, durant cette session, un large éventail de questions. Permettez-moi de relever quelques points saillants.

Questions institutionnelles

Budget

Nous accueillons avec satisfaction les observations éclairantes formulées à propos de l'aperçu général du budget du FIDA pour 2020, et de l'aperçu du programme de travail et budget du Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) pour 2020, qui nous aideront à finaliser le document qui sera soumis au Conseil d'administration pour examen en décembre 2019.

Ce budget est un budget de transition, car nous sommes à la croisée des chemins. Il servira à consolider les réformes engagées en 2018 et, dans le même temps, à préparer le FIDA 2.0, avec pour objectif un budget à croissance réelle zéro. Je voudrais réaffirmer que l'allocation spéciale exceptionnelle contribuera à l'optimisation des capacités de notre personnel, indispensable pour faire face aux défis actuels et futurs (qualité de l'exécution, collaboration avec le secteur privé, gestion financière et gestion du risque). Une fois que l'étude sur les ressources humaines que prépare actuellement McKinsey sera prête, nous organiserons un débat formel avec le Conseil d'administration pour convenir d'une marche à suivre, sur la base de l'opportunité des recommandations proposées – et de leurs incidences financières.

Permettez-moi également de vous remercier d'avoir approuvé la Stratégie de collaboration avec le secteur privé, qui permettra la mise en application de la modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA visant à faciliter la collaboration du Fonds avec le secteur privé, adoptée par le Conseil des gouverneurs en février 2019. Cette stratégie est essentielle pour mettre au point de nouveaux instruments et outils qui nous permettront d'amplifier notre action pour et avec le secteur privé, en particulier les micro-, petites et moyennes entreprises. Les principaux instruments, politiques et systèmes financiers en rapport avec la stratégie seront soumis au Conseil, à mesure que nous les mettrons au point, progressivement. Nous rendrons compte, de manière régulière et transparente, des progrès et des résultats obtenus.

L'examen des Directives opérationnelles révisées relatives au ciblage a constitué une autre étape importante. Les directives permettront au FIDA d'adopter une approche plus cohérente et inclusive du ciblage, et serviront de base à l'élaboration d'une politique détaillée et holistique grâce à laquelle le FIDA sera davantage capable de ne laisser personne de côté.

De même, avec l'approbation par le Conseil du Cadre de partenariat, la direction sera mieux à même de développer des partenariats de nature plus stratégique à l'appui de notre programme futur. Dans ce cas également, vos précieuses contributions aideront à affiner ce "document évolutif".

L'examen du Cadre de gestion du risque institutionnel et du Tableau de bord des risques institutionnels aidera considérablement la direction à améliorer, de manière holistique, la culture du risque et la fonction risque au FIDA. Il me reste à prendre une

importante décision, concernant la structure de gouvernance la plus appropriée pour la gestion du risque institutionnel. Je prendrai des décisions à ce sujet au cours des prochains mois.

Évaluation

L'examen des documents relatifs à l'évaluation de la stratégie et du programme de pays, pour le Cameroun et pour la République démocratique du Congo, a apporté de précieuses contributions à l'orientation de notre future programmation dans ces pays.

De même, vos observations sur le rapport final des évaluations d'impact dans le cadre de FIDA10 nous encouragent à en faire plus et mieux pour mesurer notre impact institutionnel et améliorer la redevabilité. Les évaluations d'impact du FIDA constituent une approche unique en son genre pour rendre compte des résultats institutionnels, évaluer l'efficacité de l'aide au développement et améliorer la conception de futures opérations. À l'avenir, nous ferons fond sur les enseignements tirés de cette activité afin de perfectionner davantage l'approche et la méthodologie que nous utilisons pour évaluer l'impact des opérations du FIDA, en mettant aussi plus fortement l'accent sur les thèmes à transversaliser. Le FIDA sera ainsi doté d'un outil plus puissant et plus rigoureux qui démontrera comment votre appui se concrétise en résultats en matière de développement.

L'examen de l'évaluation au niveau de l'institution de la contribution du FIDA au développement de filières en faveur des pauvres contribuera à améliorer notre approche et notre appui au financement des filières dans le contexte de la stratégie de collaboration avec le secteur privé.

Nous sommes heureux de constater que vous reconnaissez la convergence croissante des conclusions relatives à la performance du Fonds, telles qu'elles apparaissent dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) et dans le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI), deux rapports qui se renforcent mutuellement. Le RIDE présente un large éventail de données démontrant la bonne performance du FIDA durant la période couverte par FIDA10, atteignant ou dépassant les objectifs concernant l'impact et la portée, et atteignant un grand nombre de cibles se rapportant aux produits. Les projets ont apporté une contribution significative à l'impact du FIDA dans les domaines de la pauvreté rurale, de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et de l'adaptation aux changements climatiques. Néanmoins, aussi bien le RARI que le RIDE mettent en évidence la nécessité de consolider les réformes en cours au FIDA et d'améliorer la qualité de réalisation des projets et des programmes, spécialement des points de vue de l'efficacité et de la durabilité. À cet effet, nous mettons déjà en place – et nous en poursuivons le renforcement – des mesures qui répondent aux recommandations du RARI, notamment par le biais d'approches différenciées au niveau du portefeuille et de l'instrument pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets, pour renforcer la capacité des gouvernements, afin que les projets du FIDA aient un impact significatif et durable.

Nous pensons que l'évaluation a un pouvoir de transformation, et c'est pourquoi nous prenons au sérieux les recommandations de l'examen externe par les pairs visant à maintenir l'indépendance d'IOE et à améliorer sa pertinence et son utilisation optimale des ressources dans le contexte de l'évolution du modèle opérationnel du FIDA et de son architecture financière. À l'avenir, la direction et IOE collaboreront à l'élaboration d'un plan d'action visant à mettre en œuvre les recommandations de l'examen par les pairs. À cet égard (et en particulier pour la deuxième recommandation), un mandat clair a été donné au Comité de l'évaluation afin qu'il examine ce plan d'action avant qu'il ne soit soumis au Conseil.

Questions opérationnelles

Introduite lors de la précédente session du Conseil, la consultation sur les Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) (et les évaluations correspondantes des stratégies et des programmes de pays), s'est avérée efficace – elle a amélioré la gestion du temps et accru l'efficacité de nos délibérations. Le résultat de la consultation et les abondantes observations reçues ont rendu possibles l'examen et le parachèvement des COSOP pour le Cameroun, la République démocratique du Congo et le Viet Nam.

L'approbation par le Conseil d'administration des projets proposés pour le Bangladesh, le Cambodge, l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique, le Soudan, le Burkina Faso, le Cameroun, le Liberia, le Niger et le Sénégal constitue une autre étape importante vers la réalisation du programme de prêts et dons envisagé pour la Onzième reconstitution des ressources du FIDA.

Sous le point "Échos du terrain", nos sous-directeurs régionaux (chefs des plateformes) nous ont fait part des progrès réalisés en matière de décentralisation, ainsi que des problèmes rencontrés et des enseignements tirés. Cette conversation a constitué un moyen très utile de faire le point de la situation et de déterminer les domaines où des améliorations sont possibles. J'attends avec intérêt la poursuite de la concertation avec le Conseil sur cette importante question.

Questions financières

Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que le FIDA est à la croisée des chemins, et que nous devons convenir collectivement de la meilleure marche à suivre.

Je vous remercie pour tout le travail que vous avez accompli avec la direction au cours des derniers mois en vue de trouver une solution à long terme à la question du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD). Permettez-moi de réaffirmer que la question du CSD n'est pas simplement financière; il s'agit de parvenir à un consensus sur le type d'institution que nous voulons que soit le FIDA à l'avenir. Cette question ne peut pas être abordée isolément. Elle doit s'inscrire dans une approche globale visant à garantir la durabilité de nos opérations et à accroître leur impact.

L'établissement d'un mécanisme préfinancé pour les nouvelles approbations au titre du CSD, l'adoption de la Politique d'adéquation des fonds propres, le concept d'objectif minimum ou de base de la reconstitution des ressources et la stratégie de démultiplication des ressources sont autant d'éléments composant un ensemble intégré conçu pour préserver la viabilité à long terme du Fonds et éviter une érosion progressive de son assise financière, tout en parant à une dérive de la mission.

Votre engagement durable sera essentiel pour parvenir à un consensus sur la marche à suivre à propos de ces ressources.

Questions relatives à la gouvernance

Le Conseil a approuvé la mise en place de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA et pris note de la proposition de système automatisé d'attribution des voix.

Rapports de situation

Nous apprécions sincèrement vos observations et vos conseils à propos du rapport de situation sur l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Nous continuerons d'intensifier nos efforts pour faire de la tolérance zéro une réalité vivante, tant au siège que sur le terrain. Nous conduirons, dans le cadre de ces efforts, une enquête approfondie au début de 2020.

Questions diverses

Le Conseil a examiné la déclaration pour information du Brésil demandant que soit envisagé un amendement à l'Accord portant création du FIDA afin de permettre au FIDA d'accorder des prêts aux sous-divisions politiques des États membres, aux banques nationales de développement et aux banques régionales. La direction soumettra au Conseil, en avril 2020, un document proposant une marche à suivre.

Conclusion

Je souhaite, pour conclure, vous exprimer mes sincères remerciements car, une fois de plus, cette session du Conseil d'administration a été constructive. Elle a jeté les bases des débats que nous consacrerons à l'orientation future du Fonds, d'abord lors des journées de réflexion du Conseil, les 24 et 25 octobre, puis au cours de la session de pré-consultation en novembre. Votre engagement et votre appui constants seront essentiels pour que nous définissions ensemble la future orientation stratégique du FIDA.

Je voudrais aussi exprimer sincèrement ma gratitude à la direction et au personnel, au Secrétariat, ainsi qu'aux interprètes, messagers et techniciens qui ont tous travaillé avec ardeur pour assurer le succès de cette session.

Je déclare close la cent vingt-septième session du Conseil d'administration.

À tous ceux qui rejoignent leur pays, je souhaite un très bon voyage de retour.